

Problématique : Comment la politique évolue-t-elle sous la V° République ?

Introduction.

En mai 1958, les divisions politiques et la crise algérienne conduisent à l'effondrement de la IV° République. Charles de Gaulle est appelé au pouvoir pour résoudre la crise. Il dénonce les faiblesses de la IV° République et exige une nouvelle Constitution, une nouvelle République, la V^{ème} République. Il établit les institutions et demeure président de la République jusqu'à sa démission en 1969. Georges Pompidou lui succède.



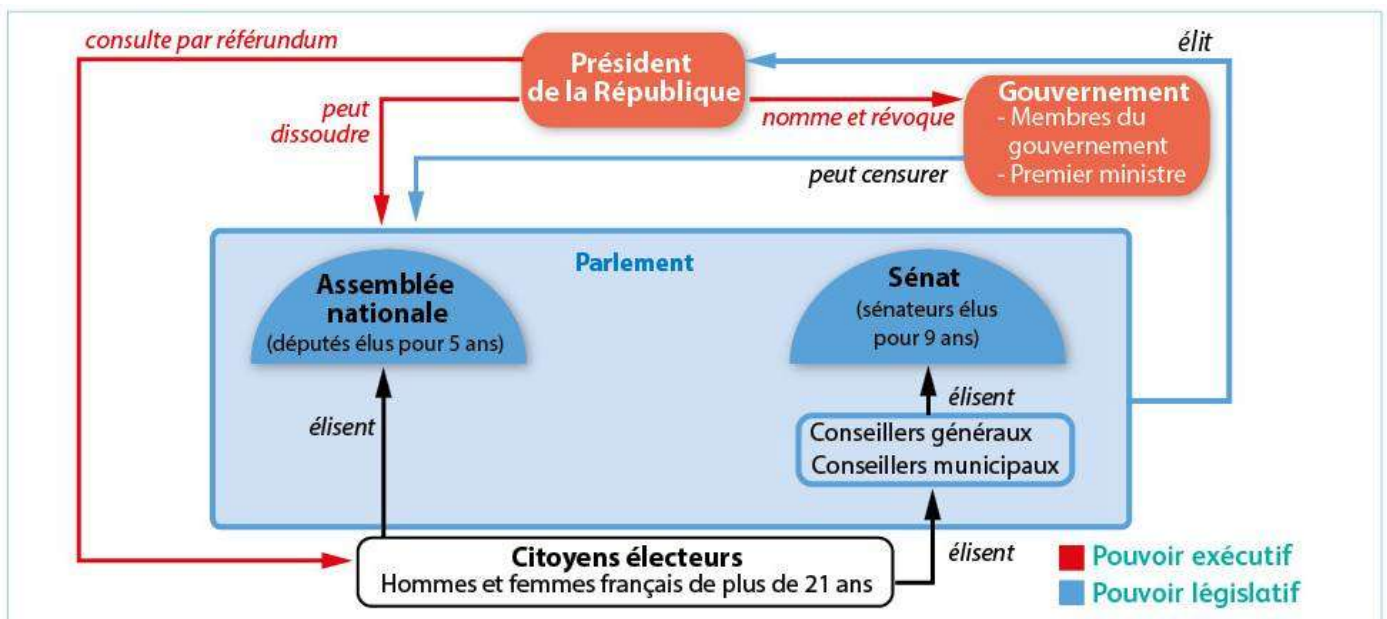
I. De Gaulle et la Vème République. 1958-1969.

A. L'installation de la Vème République

80% de oui au référendum constitutionnel le 28 septembre 1958 et la constitution entre en vigueur le 4 octobre 1958. Une nouvelle assemblée est élue en novembre- décembre 1958. Elle offre une majorité à De Gaulle. Il est élu à 80% par des grands électeurs président de la République.

En janvier 1959, De Gaulle nomme Michel Debré 1^{er} Ministre, principal rédacteur de la constitution qui va l'appliquer.

Les institutions : organigramme doc 5 page 195



5 Les institutions de la V^e République en 1958

Le 28 septembre 1958, les Français adoptent la nouvelle Constitution avec 82,6 % des suffrages exprimés.

- 1) A quel âge les citoyens électeurs pouvaient-ils voter en 1958 ?
- 2) Qu'est-ce que le Parlement ?
- 3) Qui élisait le président de la République en 1958 ?

Le président de la République , élu pour 7 ans, a des pouvoirs renforcés :

- il signe les traités
- nomme le 1^{er} ministre
- a le droit de dissolution de l'Assemblée sauf dans l'année qui suit son élection
- a la possibilité de consulter la population par référendum
- a les pleins pouvoirs en vertu de l'article 16 quand l'indépendance nationale est en danger.

La pratique du pouvoir a renforcé le rôle du président avec les événements d'Algérie et le tempérament de De Gaulle qui prit l'habitude par ses interventions télévisées, ses voyages de s'adresser directement à la population ainsi que par l'usage du référendum.

Le 12 septembre **1962 De Gaulle annonce la révision de la Constitution** pour élire le président de la république au suffrage universel par référendum le **28 octobre 1962 : 62% de oui.**

Référendum : vote par lequel le peuple répond à une question par oui ou par non.

Institutions : organismes de fonctionnement de l'État (Parlement, présidence de la république...).

Constitution : texte de loi dans lequel est précisé le fonctionnement de l'État.

B. Les succès de la politique gaullienne 1958- 1965

La stabilité et l'expansion :

Grande stabilité, **De Gaulle est président pendant 11 ans avec trois premiers ministres en onze ans.**

L'**expansion économique** correspond à un phénomène mondial de **croissance industrielle. La modernisation de la France** se poursuit dans les secteurs de l'**aéronautique** (Caravelle, Concorde et l'aéroport d'Orly), du **nucléaire pour l'électricité, l'hydro –électricité** avec la construction de barrages...

La fin de la décolonisation.

De Gaulle est convaincu que la France a plus à perdre qu'à gagner à conserver des territoires coloniaux. **En 1960, 12 anciennes colonies et Madagascar deviennent indépendantes et entrent à l'ONU.**

La politique d'indépendance nationale.

De Gaulle rejette la puissance des Etats- Unis et a la volonté de doter la France de l'**arme nucléaire**, qui explose dans le Sahara en février 1960.

En 1963, signature du traité de l'Elysée pour la réconciliation avec l'Allemagne. **En 1966, il fait fermer les bases de l'OTAN en France.**

Document 4 page 197.

1) Quelle guerre désapprouve le général de Gaulle dans son allocution du 27 avril 1965 ?

2) Pourquoi souhaite-t-il que les activités économiques, scientifiques et techniques de la France demeurent françaises ?

D. Les crises

La crise de mai- juin 1968 : vidéo. <https://youtu.be/oINhJhDk-qY>

1) La crise de mai 68 est une crise de société qui se déroule dans plusieurs pays en même temps : Etats- Unis, la RFA ou le Japon. Que se passe-t-il en France en mai 1968 ?

2) Que souhaitent les étudiants ?

3) Que dénoncent les étudiants ?

4) Quels sont les moyens d'action ?

5) Les ouvriers se mettent également en grève. Que veulent-ils ?

6) Quelle est la conséquence des ces grèves ?

7) Comment réagit le gouvernement ?

Le 30 mai, De Gaulle passe à la contre-offensive, il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et lance un appel à l'action civique des Français pour soutenir le régime. Le soir même sous la conduite des principaux chefs gaullistes, 500 000 personnes défilent sur les Champs Elysées.

Juin 1968- avril 1969.

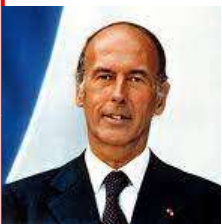
23 et 30 juin 1968, les élections législatives où l'Union pour la Défense de la République (UDR), nouveau parti gaulliste recueille la majorité absolue.

De Gaulle propose un **référendum pour changer la constitution pour la décentralisation en avril 1969**. Le 27 **avril 1969**, le référendum est rejeté par **53,2% de non**. Le lendemain, **De Gaulle démissionne** se sentant désavoué par le référendum. Il garde le silence jusqu'à sa mort le 9 novembre 1970.

II. 1969 – 1981 : la continuité.

Présidences de Georges Pompidou 1969- 1974 et de Valéry Giscard d'Estaing (VGE) 1974-1981.

Sous Georges Pompidou sont mis en place la libéralisation de la radio-télévision et le, **SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance)**. Il y a également l'ouverture de négociations pour l'adhésion de la Grande- Bretagne à la CEE.



Pour la 1^{ère} fois depuis 1958, le **président Valéry Giscard d'Estaing n'est pas un gaulliste. Valéry Giscard d'Estaing.**

Parmi ses réformes :

- La **majorité civile** est abaissée à **18 ans dès 1974**.
- L'**avortement est dépénalisé par la loi sur l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) en 1975, dite loi Veil.**



En 1973, c'est le choc pétrolier. Le prix du pétrole est multiplié par quatre en 1974. En 1974, augmentation du chômage.

En 1979, le second choc pétrolier avec une hausse du prix du pétrole qui vaut alors 9 fois son prix de 1972.

Le 10 mai 1981, François Mitterrand, PS, est élu président de la République. Il dissout l'Assemblée, le PS obtient la majorité absolue aux élections législatives. L'alternance se met en place.

Alternance : succession à la tête de l'État de deux tendances politiques opposées.

III. De 1981 à nos jours, entre alternance et cohabitation.

A. 1981-1986 : la première alternance.

De nombreuses réformes sont menées : le SMIC et les bas salaires sont revalorisés, la durée hebdomadaire du travail est ramenée de 40 à 39 heures. La retraite à 60 ans, la 5^{ème}

semaine de congés payés, l'impôt sur les grandes fortunes sont adoptés. **Abolition de la peine de mort en septembre 1981**, loi Robert Badinter garde des Sceaux. **1988, institution du RMI**, Revenu Minimum d'Insertion financé par un Impôt de Solidarité sur la fortune **ISF**. Nationalisations de banques et entreprises de l'industrie (dont Thomson, Saint Gobain, banque CIC...)

Décentralisation (lois Defferre). Elle a pour objet de rapprocher les centres de décision de la population.

Cohabitation : situation où le président de la République et le Premier ministre gouvernent ensemble alors qu'ils sont issus de tendances politiques différentes.

B. De 1986 à 2000 : alternance et cohabitation.

La présidence de François Mitterrand est marquée par deux cohabitations :

La première cohabitation 1986- 1988 : La droite remporte les élections législatives de **mars 1986, Jacques Chirac (parti Rassemblement Pour la République, parti de droite), devient premier ministre**. Il mène une politique de privatisations.

La deuxième cohabitation 1993- 1995 : La droite gagne les élections législatives en 1993, **Edouard Balladur** devient premier Ministre

Les présidences de Jacques Chirac 1995 – 2007, Nicolas Sarkozy 2007-2012, François Hollande 2012-2017.

→ **La troisième cohabitation 1997 – 2002**

Jacques Chirac décide une dissolution de l'Assemblée en **avril 1997**, la gauche remporte les élections législatives, **Lionel Jospin** devient premier ministre.

→ Des réformes de modernisation des institutions sont votées : un référendum le 24 septembre **2000 réduit le mandat présidentiel de sept à cinq ans. En 2008, une révision constitutionnelle limite les mandats consécutifs du président de la République à deux. En 2014, les parlementaires ne peuvent plus cumuler les mandats (être député-maire par exemple).**

→ Durant ces années, parmi les préoccupations des gouvernements, on peut citer :

- le déficit de la Sécurité sociale qui conduit à la plusieurs réformes des retraites.
- les changements sociétaux => création du PACS (PActe Civil de Solidarité) en 1999, mariage pour tous et autorisation de l'adoption par des couples homosexuels en 2013.
- le droit du travail : **loi des 35 heures de travail hebdomadaire en 1998**
- l'U.E. : **l'euro entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002** mais les Français repoussent la Constitution européenne par le référendum du 29 mai 2005.
- l'environnement : **Grenelle de l'environnement en 2007** (constructions basse consommation, taxes sur les véhicules les plus polluants, développement des énergies renouvelables...)
- la sécurité routière => **création du permis à points en 1992.**

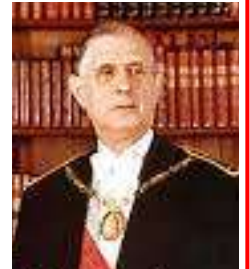
Leçon 16

La Vème République 1958 - 2012

Problématique : Comment la politique évolue-t-elle sous la V° République ?

Introduction.

En mai 1958, les divisions politiques et la crise algérienne conduisent à l'effondrement de la IV° République. Charles de Gaulle est appelé au pouvoir pour résoudre la crise. Il dénonce les faiblesses de la IV° République et exige une nouvelle Constitution, une nouvelle République, la V^{ème} République. Il établit les institutions et demeure président de la République jusqu'à sa démission en 1969. Georges Pompidou lui succède.



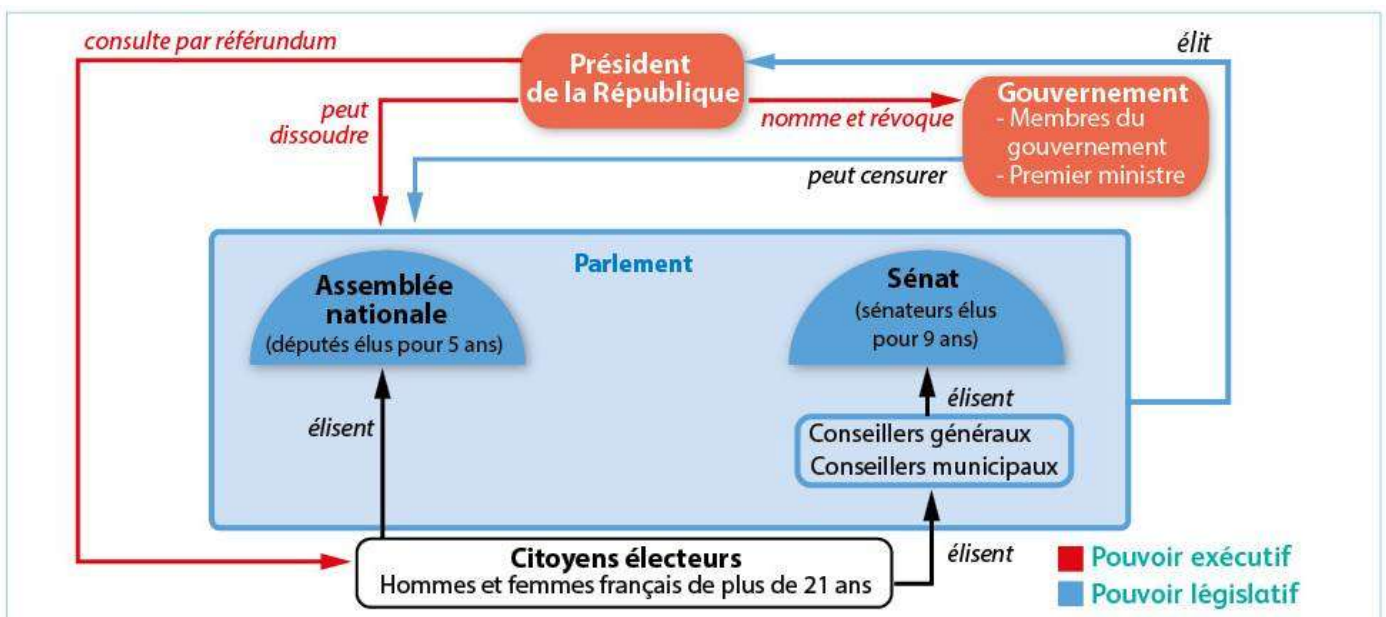
I. De Gaulle et la Vème République. 1958-1969.

A. L'installation de la Vème République

80% de oui au référendum constitutionnel le 28 septembre 1958 et la constitution entre en vigueur le 4 octobre 1958. Une nouvelle assemblée est élue en novembre-décembre 1958. Elle offre une majorité à De Gaulle. Il est élu à 80% par des grands électeurs président de la République.

En janvier 1959, De Gaulle nomme Michel Debré 1^{er} Ministre, principal rédacteur de la constitution qui va l'appliquer.

Les institutions : organigramme doc 5 page 195



5 | Les institutions de la V^e République en 1958

Le 28 septembre 1958, les Français adoptent la nouvelle Constitution avec 82,6 % des suffrages exprimés.

1) A quel âge les citoyens électeurs pouvaient-ils voter en 1958 ?

2) Qu'est-ce que le Parlement ?

3) Qui élisait le président de la République en 1958 ?

Le président de la République , élu pour 7 ans, a des pouvoirs renforcés :

→ il signe les traités

→ nomme le 1^{er} ministre

→ a le droit de dissolution de l'Assemblée sauf dans l'année qui suit son élection

→ a la possibilité de consulter la population par référendum

→ a les pleins pouvoirs en vertu de l'article 16 quand l'indépendance nationale est en danger.

La pratique du pouvoir a renforcé le rôle du président avec les événements d'Algérie et le tempérament de De Gaulle qui prit l'habitude par ses interventions télévisées, ses voyages de s'adresser directement à la population ainsi que par l'usage du référendum.

Le 12 septembre **1962 De Gaulle annonce la révision de la Constitution** pour élire le président de la république au suffrage universel par référendum le **28 octobre 1962 : 62% de oui.**

Référendum : vote par lequel le peuple répond à une question par oui ou par non.

Institutions : organismes de fonctionnement de l'État (Parlement, présidence de la république...).

Constitution : texte de loi dans lequel est précisé le fonctionnement de l'État.

B. Les succès de la politique gaullienne 1958- 1965

La stabilité et l'expansion :

Grande stabilité, **De Gaulle est président pendant 11 ans avec trois premiers ministres en onze ans.**

L'expansion économique correspond à un phénomène mondial de **croissance industrielle**. **La modernisation de la France** se poursuit dans les secteurs de **l'aéronautique** (Caravelle, Concorde et l'aéroport d'Orly), du **nucléaire pour l'électricité**, **l'hydro -électricité** avec la construction de barrages...

La fin de la décolonisation.

De Gaulle est convaincu que la France a plus à perdre qu'à gagner à conserver des territoires coloniaux. **En 1960, 12 anciennes colonies et Madagascar deviennent indépendantes et entrent à l'ONU.**

La politique d'indépendance nationale.

De Gaulle rejette la puissance des Etats- Unis et a la volonté de doter la France de **l'arme nucléaire**, qui explose dans le Sahara en février 1960.

En 1963, signature du traité de l'Elysée pour la réconciliation avec l'Allemagne. **En 1966, il fait fermer les bases de l'OTAN en France.**

Document 4 page 197.

1) Quelle guerre désapprouve le général de Gaulle dans son allocution du 27 avril 1965 ?

2) Pourquoi souhaite-t-il que les activités économiques, scientifiques et techniques de la France demeurent françaises ?

D. Les crises

La crise de mai- juin 1968 : vidéo. <https://youtu.be/olNhJhDk-qY>

1) La crise de mai 68 est une crise de société qui se déroule dans plusieurs pays en même temps : Etats- Unis, la RFA ou le Japon. Que se passe-t-il en France en mai 1968 ?

2) Que souhaitent les étudiants ?

3) Que dénoncent les étudiants ?

4) Quels sont les moyens d'action ?

5) Les ouvriers se mettent également en grève. Que veulent-ils ?

.....

6) Quelle est la conséquence des ces grèves ?

.....

7) Comment réagit le gouvernement ?

.....

.....

.....

Le 30 mai, De Gaulle passe à la contre-offensive, il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et lance un appel à l'action civique des Français pour soutenir le régime. Le soir même sous la conduite des principaux chefs gaullistes, 500 000 personnes défilent sur les Champs Elysées.

Juin 1968- avril 1969.

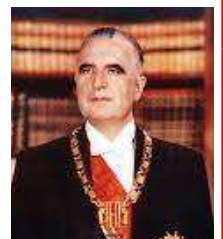
23 et 30 juin 1968, les élections législatives où l'Union pour la Défense de la République (UDR), nouveau parti gaulliste recueille la majorité absolue.

De Gaulle propose un **référendum pour changer la constitution pour la décentralisation en avril 1969**. Le 27 avril 1969, le référendum est rejeté par **53,2% de non**. Le lendemain, **De Gaulle démissionne** se sentant désavoué par le référendum. Il garde le silence jusqu'à sa mort le 9 novembre 1970.

II. 1969 - 1981 : la continuité.

Présidences de Georges Pompidou 1969- 1974 et de Valéry Giscard d'Estaing (VGE) 1974-1981.

Sous Georges Pompidou sont mis en place la libéralisation de la radio- télévision et le, **SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance)**. Il y a également l'ouverture de négociations pour l'adhésion de la Grande- Bretagne à la CEE.



Pour la 1^{ère} fois depuis 1958, le **président Valéry Giscard d'Estaing n'est pas un gaulliste**. **Valéry Giscard d'Estaing**. Parmi ses réformes :

- La **majorité civile** est abaissée à **18 ans dès 1974**.
- L'**avortement est dépenalisé** par la loi sur l'**Interruption**

Volontaire de Grossesse (IVG) en 1975, dite loi Veil.

En 1973, c'est le choc pétrolier. Le prix du pétrole est multiplié par quatre en 1974. En 1974, **augmentation du chômage**.

En 1979, le second choc pétrolier avec une hausse du prix du pétrole qui vaut alors 9 fois son prix de 1972.

Le 10 mai 1981, François Mitterrand, PS, est élu président de la République. Il dissout l'Assemblée, le PS obtient la majorité absolue aux élections législatives. L'alternance se met en place.

Alternance : succession à la tête de l'État de deux tendances politiques opposées.

III. De 1981 à nos jours, entre alternance et cohabitation.

A. 1981-1986 : la première alternance.

De nombreuses réformes sont menées : le SMIC et les bas salaires sont revalorisés, la durée hebdomadaire du travail est ramenée de 40 à 39 heures. La retraite à 60 ans, la 5^{ème} semaine de congés payés, l'impôt sur les grandes fortunes sont adoptés. Abolition de la peine de mort en septembre 1981, loi Robert Badinter garde des Sceaux. Nationalisations de banques et entreprises de l'industrie (dont Thomson, Saint Gobain, banque CIC...) 1988, institution du RMI, Revenu Minimum d'Insertion financé par un Impôt de Solidarité sur la fortune ISF.

Décentralisation (lois Defferre). Elle a pour objet de rapprocher les centres de décision de la population.

Cohabitation : situation où le président de la République et le Premier ministre gouvernent ensemble alors qu'ils sont issus de tendances politiques différentes.

B. De 1986 à 2000 : alternance et cohabitation.

La présidence de François Mitterrand est marquée par deux cohabitations :

La première cohabitation 1986- 1988 : La droite remporte les élections législatives de **mars 1986, Jacques Chirac (parti Rassemblement Pour la République, parti de droite), devient premier ministre.** Il mène une politique de privatisations.

La deuxième cohabitation 1993- 1995 : La droite gagne les élections législatives en 1993, **Edouard Balladur** devient premier Ministre

Les présidences de Jacques Chirac 1995 - 2007, Nicolas Sarkozy 2007-2012, François Hollande 2012-2017.

→ La troisième cohabitation 1997 - 2002

Jacques Chirac décide une dissolution de l'Assemblée en avril 1997, la gauche remporte les élections législatives, **Lionel Jospin** devient premier ministre.

→ Des réformes de modernisation des institutions sont votées : un référendum le 24 septembre 2000 réduit le mandat présidentiel de sept à cinq ans. En 2008, une révision constitutionnelle limite les mandats consécutifs du président de la République à deux. En 2014, les parlementaires ne peuvent plus cumuler les mandats (être député-maire par exemple).

→ Durant ces années, parmi les préoccupations des gouvernements, on peut citer :

- le déficit de la Sécurité sociale qui conduit à la plusieurs réformes des retraites.

- les changements sociétaux => création du PACS (Pacte Civil de Solidarité) en 1999, mariage pour tous et autorisation de l'adoption par des couples homosexuels en 2013.

- le droit du travail : **loi des 35 heures de travail hebdomadaire en 1998**

- l'U.E. : **l'euro entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002** mais les Français repoussent la Constitution européenne par le référendum du 29 mai 2005.

- l'environnement : **Grenelle de l'environnement en 2007** (constructions basse consommation, taxes sur les véhicules les plus polluants, développement des énergies renouvelables...)

- la sécurité routière => **création du permis à points en 1992.**